



Un acteur au service du développement

Accord cadre Numéro Accord cadre N° 0320/001455 en date du 10 mars 2008 en remplacement du précédent accord cadre N° 1455 en date du 12 octobre 2001.

RAPPORT ANNUEL D'ACTIVITES 2010

Février 2011

Nom et prénom de la présidente : Aïssé Diarra

Signature :

Sommaire

I. INTRODUCTION.....	6
II. IDENTIFICATION DES PROGRAMMES / PROJETS	7
2.1 LE PROGRAMME « SYSTÈMES D'ACCÈS AUX MARCHÉS (PSAM) »	7
2.1.1 Localisation du PSAM.....	7
2.1.2 Titre du PSAM.....	7
2.1.3 Budget du PSAM en 2010.....	7
2.1.4 Résultats du PSAM en 2010	8
2.1.5 Partenaires du PSAM.....	10
2.1.6 Bénéficiaires du PSAM.....	10
2.2 LE PROGRAMME D'APPUI AUX ORGANISATIONS FÉMININES PAR L'ÉLEVAGE D'ESPÈCES À CYCLES COURTS (PAFEC)	11
2.2.1 Localisation du PAFEC	11
2.2.2 Titre du PAFEC.....	11
2.2.3 Budget du PAFEC en 2010	11
2.2.4 Résultats du PAFEC en 2010	12
2.2.5 Partenaires et apports du PAFEC.....	14
2.2.6 Bénéficiaires du PAFEC	14
2.3 LE PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT DE L'ÉLEVAGE À KOULIKORO, KITA ET KOUMANTOU (PRODEL-K)	15
2.3.1 Localisation du PRODEL-K.....	15
2.3.2 Titre du PRODEL-K.....	15
2.3.3 Budget du PRODEL-K en 2010.....	15
2.3.4 Résultats du PRODEL-K en 2010	16
2.3.5 Partenaires et apports du PRODEL-K.....	18
2.3.6 Bénéficiaires du PRODEL-K.....	18
2.4 LE PROGRAMME D'APPUI AUX FAMILLES VULNÉRABLES EN ZONES COTONNIÈRES (AFAVUCO).....	19
2.4.1 Localisation de AFAVUCO	19
2.4.2 Titre de AFEVUCO	19
2.4.3 Budget de AFAVUCO en 2010.....	19
2.4.4 Résultats de AFAVUCO en 2010.....	20
2.4.5 Partenaires et apports de AFAVUCO	22
2.4.6 Bénéficiaires de AFAVUCO	22
2.5 LE PROGRAMME DE SÉCURISATION DE L'ÉLEVAGE (PROSEL)	23
2.5.1 Localisation du PROSEL	23
2.5.2 Titre du PROSEL.....	23
2.5.3 Budget du PROSEL en 2010	23
2.5.4 Résultats du PROSEL en 2010	24
2.5.5 Partenaires et apports du PROSEL.....	27
2.5.6 Bénéficiaires du PROSEL	27
III. VIE ASSOCIATIVE	27
IV. ADMINISTRATION / FONCTIONNEMENT	28
V. CONCLUSION ET PERSPECTIVES	28
RAPPORT FINANCIER.....	29
I. SITUATION BUDGÉTAIRE.....	29
1.1 RESSOURCES /PROJET	29
1.2 EMPLOIS	29
1.3 SOLDES BUDGÉTAIRES DES PROJETS.....	29
II. SITUATION DES COMPTES	30
2.1 RECETTES/PROJET	30
2.2 DÉPENSES/PROJET	30

III. SOLDE FINAL.....	30
IV. SITUATION DES EXONÉRATIONS	31
V. SITUATION FISCALE	31

Tableaux

Tableau 1 : Budget 2010 de PSAM en FCFA	7
Tableau 2 : Réalisations en faveur des bénéficiaires du PSAM en 2010	10
Tableau 3 : Budget du PAFEC en 2010	11
Tableau 4 : Réalisations en faveur des bénéficiaires du PAFEC en 2010.....	14
Tableau 5: Budget du PRODEL-K en 2010.....	15
Tableau 6 : Réalisations en faveur des bénéficiaires du PRODEL-K en 2010.....	18
Tableau 7 : Budget de AFAVUCO en 2010.....	19
Tableau 8 : Réalisation en faveur des bénéficiaires de AFAVUCO en 2010.....	22
Tableau 9 : Budget du Prosel en 2010.....	23
Tableau 10: Réalisation en faveur des bénéficiaires du PROSEL en 2010	27
Tableau 11 : Le Personnel en fin 2010.....	28
Tableau 12 : Recettes	30
Tableau 13 : Dépenses	30
Tableau 14 : Solde.....	30
Tableau 15 : Listes des matériels exonérés	31
Tableau 16 : La situation fiscale	31

Liste des acronymes

AIDR :	Alliance Internationale pour le Développement et la Recherche
AFAVUCO :	Appui aux Familles Vulnérables en zone cotonnière
CFA :	Communauté financière africaine
BAB :	Banques aliment bétail
CCA-ONG :	Comité de Coordination et d'Appui aux ONG
CIDR :	Centre International de Développement et de Recherche
DRPIA :	Direction Régionale de la Production et de l'Industrie Animale
DRSV :	Direction Régionale des Services Vétérinaires
ESOP :	Entreprise de Service aux organisations de Producteurs
ER :	Eleveurs relais
GIE :	Groupement d'Intérêt Economique
IC :	Intermédiaires commerciaux
ICD :	Initiatives Conseils et Développement
PAFEC :	Projet d'Appui aux Organisations Féminines par l'Elevage d'Espèces à Cycle Court
PROSEL :	Projet de Sécurisation de l'Elevage
PRODEL-K :	Projet de Développement de l'Elevage à Koulikoro, Koumantou ,Kita
PSAM :	Projet « Systèmes d'Accès au Marché »
SARL :	Société à Responsabilité Limitée
VSF :	Vétérinaires Sans Frontières

Présentation de l'association signataire de l'accord cadre

Nom : Initiatives – Conseils – Développement

Accord cadre Numéro Accord cadre N° 0320/001455 en date du 10 mars 2008 en remplacement du précédent accord cadre N° 1455 en date du 12 octobre 2001.

Adresse : BP E 1992 – Rue 139 porte 328 Badala Sema Gesco – Bamako
Téléphone : 20 23 36 61 / 20 23 12 52 Fax : 20 23 36 61

icd@orangemali.net

Nom de la Présidente du Conseil d'administration : Aïssé Diarra

Adresse : Cf. Adresse ICD – Téléphone :

Nom de la Directrice : Mme TRAORE Fatoumata Samaké

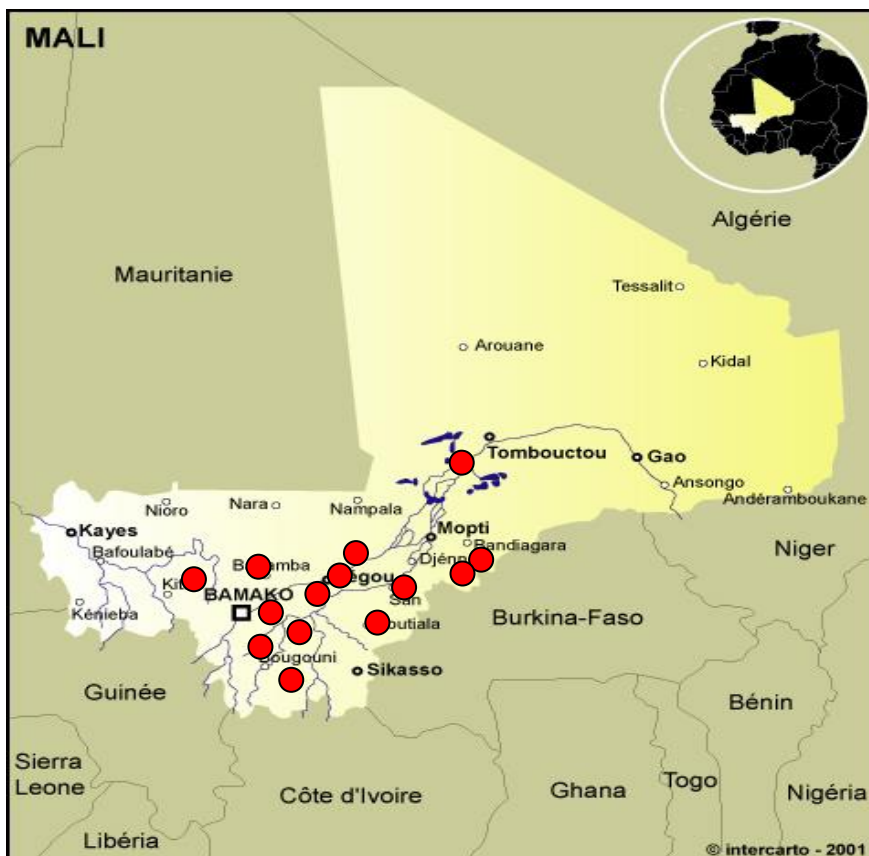
Adresse : Cf. adresse ICD – Tél : 20 23 12 52

I. Introduction

L'ONG « Initiatives-Conseils-Développement » (ICD) intervient dans différentes régions du Mali sur les thématiques suivantes :

- Accès des producteurs agricoles au marché
- Accès des producteurs agricoles aux services de la production
- Concertation entre les acteurs des filières agricoles.
- Appui aux femmes vulnérables

Carte 1 : Carte du mali et zones d'intervention d'ICD



Zones d'intervention d'ICD en 2010



II. Identification des programmes / projets

2.1 Le programme « Systèmes d'accès aux marchés (PSAM) »

2.1.1 Localisation du PSAM

Le PSAM intervient dans les zones périurbaines des villes secondaires suivantes : Koutiala, San, Niono, Ségou, Fana, Ouéléssébougou, Bougouni, Sélingué.

2.1.2 Titre du PSAM

Programme « Système d'accès au marché » : Lute contre la pauvreté rurale par un accès aux marchés stables et rémunérateurs pour les petits et moyens producteurs, insérés dans leur environnement.

2.1.3 Budget du PSAM en 2010

Tableau 1 : Budget 2010 de PSAM en FCFA

Postes	Montant en FCFA
Investissement en équipements	12 839 000
Investissements en infrastructures	-
Investissement en formation	2 945 000
Dotation de fonds de roulement	16 336 000
Ss total bénéficiaires	32 120 000
Fonctionnement du projet	32 940 000
Salaires	26 114 000
Frais d'administration	834 000
Ss total mise en œuvre du projet	59 888 000
Total général	92 008 000

2.1.4 Résultats du PSAM en 2010

Résultats attendus en fin de projet	Indicateurs de résultat de fin de projet	Résultats atteints en fin 2010	Explication des écarts
RA 1 : Des entreprises viables appuient des petites unités familiales, valorisent leurs productions et leur permettent d'accéder à des marchés stables et rémunérateurs	<input type="checkbox"/> Taux de rentabilité (résultat/Chiffre Affaires) atteint fin année 3 pour chaque unité promue : Laiteries: Koutiala +10 % ; Niono +10 % ; San +8 % ; Fana + 8 % ; Ségou + 5 % ; GIE : + 5 % ESOP soja : Ouelessebougou + 5 % ; Bougouni + 5 % ; Sélingué : équilibre.	Koutiala : - 0,10 % ; Niono : + 1 % ; San : - 1 % ; Ségou : - 0,10 % Ouéléssébougou : + 0,3% ; Bgni : -65 % ; Sélingué : - 63%	RAS
	<input type="checkbox"/> Revenu moyen annuel : 200 000 FCFA / producteur laitier et 70 000 FCFA / producteur soja + maïs + fonio en année 3	Amélioration du revenu moyen des éleveurs : 167 515 Fcfa Baisse du revenu moyen des producteurs de soja : 21000 Fcfa	Déficit pluviométrique et vente parallèle du soja
RA 2 : Les producteurs et les entreprises ont adopté des modes de coopération équitables et performants	<input type="checkbox"/> En 3 ans, 3 000 producteurs impliqués, organisés en 200 OP / tontines commerciales	108 OP et 1048 producteurs (64 OP + 781 producteurs soja et 44 GPE+ 247 éleveurs)	RAS
	<input type="checkbox"/> > 2 représentants par OP formés aux thèmes clefs de la coopération	54 responsables commerciaux formés sur leurs fonctions et rôles	RAS
	<input type="checkbox"/> 5 SARL ou GIE nouvellement constitués, impliquant les producteurs dans leur gouvernance	5 SARL déjà constitués ; 3 programmées pour 2011	RAS
	<input type="checkbox"/> Taux de participation des OP aux AG des SARL > 80 % en année 3	> 80 % pour SARL avec AG tenues en 2010.	RAS
RA 3 : Les savoir faire en matière d'accès au marché pour l'agriculture familiale sont appropriés par des OP à vocation économique	<input type="checkbox"/> 4 opérations commerciales sont réalisées avec des OP...	Aucune opération commerciale en 2010	Manque de confiance entre producteurs et acheteurs
	1.000 producteurs membres d'organisations existantes sont impliqués	-	
	Au moins 1 convention de partenariat pluriannuelle est convenue entre une organisation de producteurs et un (des) acheteur(s)	-	

RA ICD 2010 / CADB

RA 4 : Le dispositif institutionnel de promotion et d'accompagnement des ESOP/SAM articule des services d'appui technique, un dispositif de financement des entreprises et un dispositif de management des connaissances	<input type="checkbox"/> L'offre de services d'ICD sur « Accès au marché » est formalisée	-	
	<input type="checkbox"/> ICD a constitué un réseau d'experts nationaux / internationaux	-	
	<input type="checkbox"/> ICD participe à un dispositif de management des connaissances	Participation à l'atelier sous régional : « Filière lait local en Afrique de l'ouest » et communication sur « la place des mini laiteries dans le développement de la filière lait au Mali ».	RAS
	<input type="checkbox"/> Le dispositif de financement des entreprises est opérationnel	FDL	RAS
	<input type="checkbox"/> Au moins 5 investisseurs privés locaux et étrangers sont impliqués	ABADAS, BNDA.	RAS
	<input type="checkbox"/> Au moins 4 entreprises financées par le dispositif sur la période	Toutes les entreprises soja (3) : pour achat matière première Toutes les laiteries (5) pour achat sachets de conditionnement	RAS
RA 5 : Les acteurs et les autorités du secteur connaissent les expériences et résultats des SAM et prennent en compte leurs atouts et leurs contraintes	<input type="checkbox"/> 3 missions conjointes associant représentants des OPA et des pouvoirs publics effectuées sur sites	Aucune mission conjointe avec les pouvoirs publics réalisée en 2010.	Malgré la sollicitation du projet, aucune réaction de la part des services techniques
	<input type="checkbox"/> Un recueil des bonnes pratiques d'appui aux OP en matière de commercialisation est produit entre plusieurs opérateurs	Livrables de la capitalisation « Filière lait local en Afrique de l'ouest »	RAS
	<input type="checkbox"/> Un agrément fiscal incitatif est obtenu pour les ESOP/SAM	Pas de nouvelle structuration	RAS

2.1.5 Partenaires du PSAM

Partenaires techniques

Les partenaires techniques pour la mise en œuvre du projet « SAM » sont :

- Le Centre international de développement et de Recherche (CIDR – France)
- Association pour le développement économique du lait (ADEL Lait- France).

Partenaires financiers

Les partenaires techniques pour la mise en œuvre du projet « SAM » sont :

- Ministère Français des affaires étrangères : 50 % du budget
- Union européenne : 20 % du budget
- Diakonia (ONG suédoise) : 30 % du budget.

2.1.6 Bénéficiaires du PSAM

Tableau 2 : Réalisations en faveur des bénéficiaires du PSAM en 2010

Rubriques	Montant (FCFA)	Nombre de bénéficiaires	Sites
Formation des producteurs	-	-	-
Dotation fonds de roulement aux entreprises	2 750 000	1ESOP	Sélingué
Dotation fonds d'équilibre aux entreprises	-	-	-
Equipements et infrastructures aux entreprises	25 000	Ecran ordinateur	Fana

NB : les formations sur les itinéraires techniques, le coût de production, la valorisation des résidus de récolte se font au niveau groupements (villages) et n'occasionnent pas de prise en charge spéciale par le projet.

2.2 Le programme d'appui aux organisations féminines par l'élevage d'espèces à cycles courts (PAFEC)

2.2.1 Localisation du PAFEC

Cercle de Kati (Région de Koulikoro)

2.2.2 Titre du PAFEC

Programme d'Appui aux Organisations Féminines par l'Elevage d'espèces à Cycle Court.

2.2.3 Budget du PAFEC en 2010

Tableau 3 : Budget du PAFEC en 2010

Postes	Montants en FCFA
Investissement en équipements	17 800 056
Investissements en infrastructures	-
Investissement en formation	87 541 431
Dotation de fonds de roulement	19 888 669
Ss total bénéficiaires	125 230 156
Fonctionnement du projet	20 122 753
Salaires	38 036 067
Frais d'administration	9 664 300
Ss total mise en œuvre du projet	67 823 120
Total général	193 053 276

2.2.4 Résultats du PAFEC en 2010

Résultats attendus en fin de projet	Indicateurs de résultat de fin de projet	Résultats atteints en fin 2010	Explication des écarts
Résultat I : la production et de la productivité des ECC sont améliorées	Taux de mortalité dans les élevages CC réduit de 65 % en année 3 soit 14,5%	Le taux de mortalité des volailles est de l'ordre de 26% dans la zone d'intervention et l'âge de commercialisation des volailles est passé de 7 à 5 mois	Existence d'un taux de mortalité relativement élevé dans certains villages couverts, dû au fait que les élevages qui ne sont pas encadrés ne vaccinent pas tous contre la maladie de Newcastle.
Résultat II : les capacités d'organisation des productrices d'ECC sont améliorées	100 % des OP appuyées ont un statut et un règlement intérieur	94% des OP encadrées ont un statut et règlement	RAS
	100% des OP appuyées ont une reconnaissance officielle en année 3	87,5% des OP sont reconnues officiellement	La lenteur dans la constitution des dossiers administratifs (acte de naissance, casiers judiciaires)
	80% des OP appuyées appliquent leurs statuts et RI en année 3	62% des OP appliquent les statuts et règlement intérieurs	OP jeunes et pour la plupart suscitées par le projet. Les objectifs des OP ne sont pas bien assimilés par toutes les adhérentes ;
	Au moins 2/3 des membres des OP appuyées participent à la vie de leurs organisations (cotisations, AG)	62,5% des membres participent à la vie du groupement (recouvrement des cotisations, présence aux rencontres...)	Certaines adhérentes (notamment les nouvelles) ne sont intéressées que par le fait de bénéficier des appuis du projet
	Au moins 2/3 des OP ont un plan opérationnel	81% des OP ont élaboré un plan et mis en œuvre un plan d'action	Les réunions se tiennent régulièrement, mais la mise en œuvre des décisions n'est pas suivie Démarrage tardif de 3OP
Résultat III : l'accès des productrices d'ECC aux services de la production est amélioré	100 % des OP ont au moins deux contrats par an en appui conseil et financement(IMF)	100% des OP ont un contrat de prestation de service avec un vétérinaire. 25% des OP ont un contrat avec une institution de micro-finance	RAS
	100 % des élevages bénéficiaires sont suivis sur le plan sanitaire par un prestataire local	100% des OP sont suivis sur le plan sanitaire par un vétérinaire	RAS
	Les besoins en intrants sont satisfaits chez au moins 75% des bénéficiaires en année 3	Les besoins en intrants alimentaires de 81% des bénéficiaires sont satisfaits	RAS

<p>Résultat IV : Un système rémunérateur et durable de mise en marché des productions des élevages à cycle court est mis en place</p>	<p>Au moins 80% des opérations commerciales en année 3 dégagent des marges bénéficiaires pour chacun des acteurs : productrices, OP, intermédiaires commerciaux</p> <p>Les opérations commerciales dégagent des marges bénéficiaires pour au moins 80% des OP.</p> <p>Les opérations commerciales dégagent des marges bénéficiaires pour au moins 80% des IC</p>	<p>Les opérations commerciales ont dégagé des marges bénéficiaires pour 92% des productrices (500à 750 FCFA par sujet)</p> <p>Les opérations commerciales ont dégagé des marges bénéficiaires pour 100% des OP.</p> <p>Les opérations commerciales ont dégagé des marges bénéficiaires pour 100% des intermédiaires</p>	<p>RAS</p>
--	--	---	------------

2.2.5 Partenaires et apports du PAFEC

Partenaires techniques

Le partenaire de ICD dans la mise en œuvre du projet PAFEC est Vétérinaires Sans Frontières – Belgique.

Partenaires financiers

- DGD (Coopération Belge) : 80% du budget
- Vétérinaires Sans Frontières Belgique : 20 % du budget

2.2.6 Bénéficiaires du PAFEC

Tableau 4 : Réalisations en faveur des bénéficiaires du PAFEC en 2010

Rubriques	Montant (FCFA)	Nombre de bénéficiaires	Sites
Formation des producteurs	27 166 002	450	Kalifabougou, Dougan, Mangola, Sonityèni, Ngorongodji, Kambila, Mindjourou, Sanankoroba , Banco, Djoufalé, Koniobla
Dotation fonds de roulement aux productrices	7 504 315	450	
Equipements et infrastructures aux productrices	14 592 950	131	

2.3 Le Programme de Développement de l'Élevage à Koulikoro, Kita et Koumantou (PRODEL-K)

2.3.1 Localisation du PRODEL-K

La zone d'intervention cible 12 communes secondaires de la région de Koulikoro ainsi qu'une commune de la région de Kayes limitrophe de celle de Koulikoro : Sebekoro et une commune de la région de Sikasso : Koumantou. Toutes ces communes sont situées dans un rayon maximum de 120 kms autour de Bamako sauf Koumantou.

Les 14 communes ciblées par le projet représentent une population de 330 787 habitants (source PNUD-Décentralisation et réduction de la pauvreté). Ces communes sont réparties sur 5 cercles.

Les populations représentent diverses cultures qui cohabitent ensemble dans une certaine harmonie. Les agriculteurs et agro éleveurs bambaras, malinkes et sarakoles côtoient les éleveurs et agro-éleveurs peuls. Ces derniers sont généralement les plus impliqués dans le domaine de l'élevage. Ils pratiquent toujours la transhumance mais pour l'essentiel ils se sont sédentarisés et ont entamés des activités agricoles.

2.3.2 Titre du PRODEL-K

Programme de Développement de l'Élevage à Koulikoro, Koumantou et Kita

2.3.3 Budget du PRODEL-K en 2010

Tableau 5: Budget du PRODEL-K en 2010

Postes	Montant en FCFA
Investissement en équipements	23 775 000
Investissements en infrastructures	-
Investissement en formation	15 667 385
Dotation de fonds de roulement	14 030 000
Ss total bénéficiaires	53 472 385
Fonctionnement du projet	19 260 000
Salaires	34 905 681
Frais d'administration	6 762 000
Ss total mise en œuvre du projet	60 927 681
Total général	114 400 066

2.3.4 Résultats du PRODEL-K en 2010

Résultats attendus en fin de projet	Indicateurs de résultat de fin de projet	Résultats atteints en fin 2010	Explication des écarts
RI : La santé animale est sécurisée grâce à la mise en œuvre de réseaux de santé animale de proximité et d'installation d'infrastructures vétérinaires appropriées.	<ul style="list-style-type: none"> - En année 3 - 12 cabinets vétérinaires de proximité sont opérationnels et viables sur la zone d'intervention du projet. - 7 parcs de vaccination opérationnels pour la réalisation des campagnes de prophylaxie. - Le nombre de vaccination est augmenté de 20% pour la PPCB, de 50% pour les autres maladies (Pasteurellose, PPR et Maladie de Newcastle) - le taux de satisfaction des éleveurs par rapport aux traitements effectués atteints au moins 75%. <p>A partir de l'année 1, un cadre de concertation contribue à une collaboration harmonieuse entre les différents acteurs de la santé animale</p>	<p>* En année 3 : (i) 10 Cabinets Vétérinaires Privés de Proximité (CVPP) sont opérationnels et viables sur la zone du projet (ii) 2 cadres de concertation locaux en SA contribuent à une collaboration harmonieuse entre les différents acteurs de la S.A.</p>	Fin 2010, conformément aux planifications, les 2 cadres de concertation (1 à Sebekoro et 1 à Koulikoro) mis en place en 2008 sont toujours actifs, comme en 2009, une réunion s'est même déroulée au sein de la DRPIA de Koulikoro afin de compléter les concertations avec les services étatiques. Il y a 10 vétérinaires privés en activité sur la zone ciblée par le projet. (2 se sont arrêtés)
R2 : La conduite du cheptel est améliorée grâce à l'accès à des compléments alimentaires de qualité et une meilleure maîtrise technique des éleveurs.	<p>En année 3 :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les techniques de conservation des fanes et du fumier sont améliorées chez au moins 60 agro-éleveurs. - 100 agro-éleveurs appliquent des rations équilibrées et économiques. - 20 agro-éleveurs pratiquent la lutte contre la consanguinité - 7 organisations d'éleveurs sont renforcées dans leurs capacités de gestion et de négociation - 7 BAB sont opérationnelles et disposent d'un fonds de roulement 20 tonnes/BAB 	<p>*(i) 7 BAB sont opérationnelles et disposent d'un fonds de roulement de 20 tonnes/ BAB</p>	RAS
R3 : L'écoulement du lait est facilité grâce à la mise en place de mini laiteries opérationnelles	<p>En année 3</p> <ul style="list-style-type: none"> - 4 mini laiteries sont opérationnelles et viables. - 3 produits laitiers différents dont un de longue conservation sont produits et bien conditionnés. - Au moins 320 ménages écoulent régulièrement leur lait aux mini laiteries 	<p>* En année 3 : (i) 4 mini laiteries (dont 3 nouvelles) sont opérationnelles et en voie de viabilisation ; (ii) 261 ménages livrent leur lait aux laiteries</p>	RAS

<p>R4 : Les femmes sont mieux prises en compte dans les activités d'élevage et contribuent plus efficacement aux besoins fondamentaux du ménage</p>	<p>-En année 2, le taux de participation des femmes aux séances de formation technique atteint au moins 40%. -En année 3, au moins 16 groupements féminins sont renforcés dans leurs capacités et mènent des AGR en élevage. - 50 femmes en situation de précarité ont bénéficié d'un noyau d'élevage.</p>	<p>* En année 3 : (i) 16 groupements féminins ont été renforcés ; (ii) 51 noyaux ont été remis aux femmes vulnérables</p>	<p>Durant les 3 années du projet, 51 noyaux caprins ont été remis aux ménages vulnérables soit 1 de plus que la prévision initiale. 16 groupements féminins ont été formés et ont reçu un crédit afin de mener des AGR en élevage.</p>
<p>R5 : Les compétences techniques et le développement organisationnel du PLP sont renforcés</p>	<p>En année 3 ICD gère le projet PRODEL-K de manière autonome</p>	<p>* ICD gère le projet de manière autonome.</p>	<p>RAS</p>

2.3.5 Partenaires et apports du PRODEL-K

Partenaires techniques

Le partenaire de ICD dans la mise en œuvre du projet PRODEL-K est Vétérinaires Sans Frontières –Belgique.

Partenaires financiers

- Coopération belge : 80% du budget
- Vétérinaires Sans Frontières Belgique : 20 % du budget

2.3.6 Bénéficiaires du PRODEL-K

Tableau 6 : Réalisations en faveur des bénéficiaires du PRODEL-K en 2010

Rubriques	Montant (FCFA)	Nombre de bénéficiaires	Sites
Formation des producteurs et productrices	15 667 385	1078 éleveurs formés 434 femmes formées en petit élevage et alphabétisées 4 transformateurs de lait formés 34 agents de l'Etat formés (DRPIA et DRSV) 3 vétérinaires et leurs agents formés	Banamba, Sébékoro, Koumantou
Dotation fonds de roulement aux entreprises	14 030 000	261 ménages producteurs de lait, 29 emplois directs	Koumantou, Banamba, Koulikoro, Sebekoro
Equipements aux entreprises (CVPP) (Chaînes de froid, glacières, petits équipements vétérinaires et moyens de déplacement)	23 775 000	80 000 ménages, 20 emplois directs	Souban, Meguetan, Banamba, Boron, Kolokani, Tienfala, Toubacoro, Didieni, Sebekoro
Infrastructures pour les bénéficiaires (Aménagements des cabinets et confections de panneaux +Parcs de vaccination et banque aliment bétail)		30 000 ménages	Kolokani, Sirakorola, Toubacoro
Appui aux femmes vulnérables et aux groupements féminins	-	390 femmes	Banamaba, Sebekoro

2.4 Le Programme d'Appui aux Familles Vulnérables en zones Cotonnières (AFAVUCO)

2.4.1 Localisation de AFAVUCO

Kita, Bougouni, Kolondiéba, Yanfolila

L'objectif du projet est d'améliorer les revenus des éleveurs, en particulier des femmes, à travers la sécurisation de l'élevage, une intégration agriculture élevage, un accès durable aux moyens de production et une valorisation favorable des produits de qualité

2.4.2 Titre de AFEVUCO

« Appui aux Familles Vulnérables en zones Cotonnières » (AFAVUCO)

2.4.3 Budget de AFAVUCO en 2010

Tableau 7 : Budget de AFAVUCO en 2010

Postes	Montants en FCFA
Investissement en équipements	26 397 678
Investissements en infrastructures	-
Investissement en formation	25 806 004
Dotation de fonds de roulement	3 935 742
Ss total bénéficiaires	56 139 424
Fonctionnement du projet	27 983 126
Salaires	35 834 931
Ss total mise en œuvre du projet	63 818 057
Total général	119 957 481

2.4.4 Résultats de AFAVUCO en 2010

Résultats attendus en fin de projet	Indicateurs de résultat de fin de projet	Résultats atteints en fin 2010	Explication des écarts
Résultat 1 : Le maillage en santé animale est renforcé	<ul style="list-style-type: none"> - Formation de 300 éleveurs relais sur la reconnaissance des principales épizooties sur les volailles (un module spécifique sur la grippe aviaire), les petits ruminants, les bovins. - Structuration et mise en relation de ces éleveurs relais avec les services techniques et vétérinaires privés - Organisation locale des campagnes de vaccination par les éleveurs relais - 2 vétérinaires privés installés avec agrément et mandat pour la campagne de vaccination - 20 parcs de vaccination réhabilités/construits accompagné d'une convention sur l'utilisation, la gestion et l'entretien 	<ul style="list-style-type: none"> - 300 éleveurs formés - signature des protocoles d'accord - recensement en cours - 2 vétérinaires privés installés avec agrément et mandat pour la campagne de vaccination - 7 parcs de vaccination construits accompagné d'une convention sur l'utilisation, la gestion et l'entretien 	construction au lieu de réhabilitation et coût élevé des parcs métalliques
Résultat 2 : Les femmes ont amélioré leurs revenus par l'amélioration de leur technicité sur leur petit élevage et l'intégration agriculture-élevage pour leurs cultures de rentes	<ul style="list-style-type: none"> - Formation de 150 femmes référent technique sur les thèmes développés par l'action (issues de 150 villages différents) sur les techniques de production des espèces à cycle court (prophylaxie, alimentation, habitat), la valorisation des céréales de l'exploitation pour l'alimentation animale, les compostières, la réalisation d'un plan de fumure - Réalisation de 375 compostières de démonstration - Restitution systématique des formations au niveau de chaque village par la femme formée et l'animateur avec démonstrations pratiques - réalisation de 225 étables fumières (bœufs de trait) 	<ul style="list-style-type: none"> - 150 femmes formées - 307 réalisés (174 Cuma, 103 étables, 30 agricultrices) - restitution effectuée - 174 réalisées 	

<p>Résultat 3 : Les exploitations familiales vulnérables ont amélioré leur situation par l'accès au matériel agricole et au cheptel</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Mise en place de 225 coopératives d'utilisation de matériel agricole (CUMA) - 1 500 exploitations agricoles vulnérables (12 000 personnes, 6 000 actifs) ont accès au matériel et animaux pour la culture attelée - Création de 5 fédérations de CUMA - Un fond de 600 000 FCFA (914,69€)/CUMA est disponible et remboursé 	<ul style="list-style-type: none"> - 174 - 1000 - 2 unions créées - ok 	<ul style="list-style-type: none"> - coût élevé de l'équipement
<p>Résultat 4 : Les organisations paysannes ont renforcé leurs capacités de gestion, en diversifiant les opportunités commerciales favorables</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Les CUMA disposent d'un compte d'exploitation pour le matériel et les bœufs de trait et d'un échéancier de remboursement du prêt pour le renouvellement - Remboursement du prêt à 100 % - Mise en relation avec des structures (CMDT, Mobiom/Helvétas) accompagnant la production de cultures biologiques et équitables ou culture nouvelles (ex : soja avec ICD) - Réalisation de 120 étables laitières et 75 poulaillers de démonstration - Réalisation de 2 laiteries sur les villes de Kita et Bougouni - 200 familles accèdent à la certification biologique 	<ul style="list-style-type: none"> - ok - 87% - en cours - 103 étables et 70 poulaillers - 2 réalisées - en cours 	<p>RAS</p>

2.4.5 Partenaires et apports de AFAVUCO

Partenaires techniques :

- Agronomes et Vétérinaires Sans Frontières – France (AVSF).

Partenaires financiers :

- Union européenne pour 85 % ;
- AVSF pour 15 %.

2.4.6 Bénéficiaires de AFAVUCO

Tableau 8 : Réalisation en faveur des bénéficiaires de AFAVUCO en 2010

Rubriques	Montant (FCFA)	Nombre de bénéficiaires	Sites
Formation des producteurs			
Alphabétisation fonctionnelle	5 000 000	52	Bougouni, Kolondiéba et Kita
Formation des E.R	720 000	80	Kita
Formation des femmes sur élevage à cycle court		40	Kita
Formation des Agricultrices et réalisation de compostières		40	Kita
Formation du C.A et C.S des 2 unions sur « Vie coopérative, mandat, fonction et rôle des membres des organes de gestion »	400 000	29	Bougouni, Kita
Voyage d'étude union	672 500	9	Kayes, Kéniéba
Rencontre inter Cuma	1 570 000	174	Bougouni, Kolondiéba, Yanfolila et Kita
Formation de Gérant-transformateur de laiterie	25 000	1	Bougouni
Total	8 387 500	425	
Dotation fonds de roulement aux entreprises			
Appui fonds de roulement aliment bétail	1 580 000	2	Bougouni, Kita
Total	1 580.000	2	
Equipements et infrastructures aux entreprises			
Congélateur laiterie	450 000	1	Kita
Ecrémeuse laiterie	941 960	2	Kita, Bougouni
Kit E.R	253 790	80	Kita
Rééquipement Cuma	3 750 000	18	Bougouni, Kolondiéba, Yanfolila et Kita
Tracteurs et accessoires unions	18 000 000	2	Bougouni, Kita
Total	23 395 750	103	

2.5 Le Programme de Sécurisation de l'Élevage (PROSEL)

2.5.1 Localisation du PROSEL

Région de Mopti (Cercles de Bankass et de Koro,), Région de Tombouctou (Cercle de Goundam, de Diré, de Niafunké).

2.5.2 Titre du PROSEL

Gestion concertée des ressources pastorales et sécurisation du petit élevage.

2.5.3 Budget du PROSEL en 2010

Tableau 9 : Budget du Prosel en 2010

Postes	Montants en FCFA
Investissement en équipements	22 382 565
Investissements en infrastructures	-
Investissement en formation	20 620 664
Dotation de fonds de roulement	999 678
Ss total bénéficiaires	44 002 907
Fonctionnement du projet	23 870 275
Salaires	18 321 535
Frais d'administration	-
Ss total mise en œuvre du projet	42 191 810
Total général	86 194 717

2.5.4 Résultats du PROSEL en 2010

Résultats attendus en fin de projet	Indicateurs de résultat de fin de projet	Résultats atteints en fin 2010	Explication des écarts
Elaborer les schémas et plan d'aménagement pastoraux sur chaque Cercle et chaque commune d'intervention	5 schémas et plan d'aménagement pastoraux sont élaborés et diffusés dans les 5 cercles d'intervention du projet (Diré, Goundam et Niafunké dans la région de Tombouctou et Bankass, Koro dans la région de Mopti) Les 5 Cercles disposent de leur schéma et plan d'aménagement pastoraux et les mettent en œuvre à travers les PDESC des communes pour mieux gérer les ressources pastorales et prévenir les conflits.	La sensibilisation sur les textes de loi portant sur la charte pastorale et son premier décret d'application, traduits en langues locales et enregistrés sur supports audio (numérique et cassette), a continué en direction des bergers à travers les radios locales de Mopti, Bankass, Koro, Diré et Niafunké. Poursuite de l'Accompagnement des acteurs locaux dans la mise en œuvre du schémas d'aménagement pastoral de Goundam à travers le creusement de puits pastoraux dans la commune Doukouria , le balisage des pistes de passage du bétail dans le Lac Horo	Le taux de réalisations des aménagements programmés en 2010 a été de 20%. Cela s'explique par le fait qu'en dehors du PROSEL, les autres partenaires investissent peu. Dans le Cercle de Diré, situé en zone rouge sur le plan insécurité, les investissements sont inexistant
Traduire et diffuser les textes de la charte pastorale au niveau des communes et des cercles d'intervention	Les textes de la charte pastorale et du 1 ^{er} décret d'application sont traduits en langues locales et diffusés auprès des élus communaux, de la chambre d'agriculture et des leaders d'OP d'éleveurs et d'agriculteurs Les élus des Conseils de Cercle et des conseils communaux, ceux de la chambre d'agriculture et les leaders d'OP utilisent les textes de la charte pastorale et son 1 ^{er} décret d'application pour prévenir et gérer les conflits agriculteurs-éleveurs et sensibilisent les populations	Poursuite de la diffusion des textes de la charte pastorale et de son premier décret auprès des acteurs locaux et autres acteurs du développement local (magazine radio, sensibilisation au cours des rencontres avec les éleveurs, les élus). La version française du deuxième décret d'application portant sur la transhumance en République du Mali a fait également l'objet de distribution auprès de la Coordination des Organisations Professionnelles d'Eleveurs et de la chambre d'agriculture de Bankass	RAS
Identifier de manière participative les solutions sur les problèmes de gestion des ressources naturelles et appuyer techniquement l'élaboration de conventions communales, intercommunales et de Cercle	Des conventions de gestion des ressources naturelles et des conflits sont élaborés et sont appliquées par les communes et ou le cercle pour gérer et prévenir les conflits nés de l'exploitation des ressources naturelles	Le partenariat avec les organisations paysannes de Tonka (Goundam), Ouenkoro, Diarrassagou, Lessagou habé et Ségué (Bankass) a débouché sur l'implication de leurs membres dans le processus de négociation du tracé des pistes de passage d'animaux et dans l'élaboration des termes des conventions de gestion	RAS

<p>Construire ou réhabiliter des aménagements d'hydraulique pastorale sur la base des schémas et plans existants en définissant avec les organisations d'éleveurs, les communes et les chefferies traditionnelles les règles d'usage et de gestion</p>	<p>Des puits pastoraux sont réalisés au profit des éleveurs et la transhumance est sécurisée par les puits, Les puits réalisés sont gérés par des comités de gestion composés des usagers (éleveurs, agro-éleveurs) en collaboration avec les conseils communaux</p>	<p>Réhabilitation de cinq (5) puits pastoraux et mixtes dont trois (3) dans deux communes du cercle de Bankass, un dans une commune du cercle de Koro et un dans une commune du Cercle de Goundam, Cinq (5) autres puits avaient été ciblés dans la Région de Tombouctou, il s'agit notamment du puits de Boujakari Horo (cercle de Goundam), deux puits dans la commune de Soboundou et la commune de Léré dans le cercle de Niafunké, mais pour des raisons extérieures au projet, les puits de Boujakari Horo et ceux de Léré n'ont pas été exécutés. La réalisation de ceux de Soboundou prendra fin en 2011</p>	<p>RAS</p>
<p>Négocier et marquer 300 km de pistes de transhumance, former et mettre en place des comités de gestion des conflits, organiser la transhumance au sein des communes et des cercles</p>	<p>300 Km de pistes de transhumance sont balisés, Des commissions de prévention et de gestion des conflits sont mises en place, La transhumance est organisée dans les communes d'intervention du projet</p>	<p>Appuis/accompagnement des acteurs locaux (conseil de cercle, conseil communal, coopérative des éleveurs et l'administration) dans le processus de balisage de pistes de transhumance (commune de Ouenkoro, cercle de Bankass, commune de Tonka commune de Goundam) Environ 60 Km de piste de transhumance sont géo référencés et balisés dans la commune rurale de Ouenkoro, cercle de Bankass et la commune de Tonka dans le cercle de Goundam avec l'implication et la responsabilisation des acteurs locaux (conseil de cercle, conseil communal, des organisations d'éleveurs et l'administration)</p>	<p>Seule une partie du tronçon dans le Cercle de Bankass (Région de Mopti) n'est pas finalisée à la date de rédaction du présent rapport.</p>
<p>Appuyer l'installation de 2 vétérinaires privés dans la zone d'intervention</p>	<p>2 vétérinaires privés sont installés et accompagner pour offrir un service de qualité aux éleveurs dans leurs zone d'intervention</p>	<p>Appui à l'amélioration de la santé animale et des techniques de production : renforcement d'un vétérinaire privé mandataire dans les communes de Dinangourou et Yoro ; appui à l'extension de sa zone de couverture à la commune de Dioungani dans le cercle de Koro ; accompagnement des services vétérinaires dans l'organisation de la campagne de vaccination du bétail à travers l'implication des éleveurs relais formés par le projet</p>	<p>RAS</p>

<p>Former 272 éleveurs relais</p>	<p>Les 272 éleveurs relais sont identifiés et formés Ils sont opérationnels et rendent des services aux éleveurs du village, collaborent avec le service vétérinaire et les vétérinaires privés</p>	<p>Equipement et formation des éleveurs relais chargés de rendre des services de santé animale de proximité dans leurs villages</p>	<p>Sur les 213 éleveurs relais formés, 194 dont 33 femmes sont équipés en petit matériel et rendent des services de santé animale de proximité dans leurs villages,</p>
<p>Construire ou réhabiliter 10 parcs de vaccination</p>	<p>10 parcs de vaccination sont construits ou réhabilités et sont fonctionnels, Les parcs ont permis d'augmenter le nombre de tête de bétail vacciné dans la localité, Les parcs sont gérés par les bénéficiaires</p>	<p>Au total cinq (5) parcs de vaccination sont réhabilités Les résultats de vaccination au terme de la campagne de vaccination 2009/2010 s'élève à 10243 animaux vaccinés pour 4 parcs de vaccination</p>	<p>RAS</p>

2.5.5 Partenaires et apports du PROSEL

Partenaires techniques :

- Agronomes et Vétérinaires Sans Frontières – France (AVSF).

Partenaires financiers :

- Union européenne pour 85 % ;
- AVSF pour 15 %.

2.5.6 Bénéficiaires du PROSEL

Tableau 10: Réalisation en faveur des bénéficiaires du PROSEL en 2010

Rubriques	Montant (FCFA)	Nombre de bénéficiaires	Sites
Formation des producteurs (éleveurs relais et comité de gestion des parcs et des puits) - Vétérinaire : - Comité gestion des parcs de vaccination : - Comités de gestion des puits :	275 000 248 000 1 295 000	1 2 5	Dinangourou, Dioungani Koro, Bankass Diré, Niafunké
Dotation fonds de roulement aux entreprises : clinique et pharmacie vétérinaire	-	-	-
Equipements et infrastructures aux entreprises : 1. équipements éleveurs relais	518 000	64	Diré, Niafunké

III. Vie associative

Le Conseil d'administration de ICD s'est réuni trois fois en 2010.

L'assemblée générale de présentation des activités 2009 et d'approbation des comptes 2009 a été réalisée en Mai 2010.

Des changements ont eu lieu dans la vie de l'association. En juin 2010, un des membres fondateurs quitte pour des fins professionnelles. Ce départ a entraîné des petits changements au sein de l'association.

IV. Administration / fonctionnement

Tableau 11 : Le Personnel en fin 2010

Personnel	Nombre
Personnel de direction	3
Cadres et agents techniques sur les projets	21
Personnel de soutien	12
Total	36

V. Conclusion et perspectives

Les activités réalisées en 2010 ont contribué de façon significative à la mise en œuvre du plan stratégique de ICD.

En 2010, ICD a ainsi pu toucher un plus grand nombre de bénéficiaires par des actions dont la qualité a été améliorée.

En 2010, ICD a mis l'accent sur la capitalisation des expériences des différents projets. Cela s'est traduit par la publication des 3 articles :

- Le cadre de concertation : un outil d'élaboration du schéma d'aménagement pastoral « Analyse d'une expérience en zone sahélienne au Mali » (site Ungana du CIDR)
- Place des mini laiteries rurales dans le développement de la filière lait au Mali. (Atelier FILAO –Bamako Septembre 2010)
- La Bataille des femmes rurales du cercle de Kati pour la survie « Aviculture villageoise » Décembre 2010, lors du forum du Réseau pour la Prévention des Crises Alimentaires-(CILISS)-Accra –Ghana.

Enfin avec la collaboration de ses différents partenaires techniques tels que le CIDR et VSF/B, ICD a pu élaborer son plan d'orientation stratégique 2011-2015.

Ce document constitue le fil conducteur des actions à mettre en œuvre par ICD pour les 5 années à venir.

L'objectif fixé est de toucher un plus grand nombre des petits et moyens producteurs et en restant très professionnel dans notre domaine d'activités.

Rapport financier

I. Situation budgétaire

1.1 Ressources /Projet

Projets	Recettes :		Total recette de l'exercice
	Solde créditeur d'entrée	Recettes de l'exercice	
SAM	8 915 085	23 704 829	32 619 914
PROSEL	4 873 709	64 717 518	69 591 227
AFAVUCO	3 093 333	89 355 834	92 449 167
PAFEC	25 283 409	76 350 028	101 633 437
PRODELK	9 696 394	139 575 049	149 271 443
Total :	51 861 930	393 703 258	445 565 188

1.2 Emplois

Projets	Dépenses			Total dépenses
	Investissement	fonctionnement	Administration	
SAM	3 956 105	31 133 648	875 490	35 965 243
PROSEL	22 831 903	15 476 093	20 148 149	58 456 145
AFAVUCO	30420006	60 093 533		90 513 539
PAFEC	49 644 800	37 718 674	12 209 388	99 572 862
PRODELK	55 923 884	77 651 667	16 394 483	149 970 034
Total	162 776 698	222 073 615	49 627 510	434 477 823

1.3 Soldes budgétaires des projets

Projets	Solde budgétaire
Projet SAM	-5 731 555
Projet PROSEL	9 493 082
Projet AFAVUCO	1 935 628
Projet PAFEC	2 057 125
Projet PRODEL K	-2 775 071
Total	4 979 209

II. Situation des comptes

2.1 Recettes/Projet

Tableau 12 : Recettes

Projets	Recettes de l'exercice
SAM	32 619 914
PROSEL	69 591 227
AFAVUCO	92 449 167
PAFEC	101 633 437
PRODELK	149 271 443
Total :	445 565 188

2.2 Dépenses/Projet

Tableau 13 : Dépenses

Projets	Dépenses			Total Dépenses
	Investissement	fonctionnement	Administration	
SAM	3 956 105	31 133 648	875 490	35 965 243
PROSEL	22 831 903	15 476 093	20 148 149	58 456 145
AFAVUCO	30420006	60 093 533		90 513 539
PAFEC	49 644 800	37 718 674	12 209 388	99 572 862
PRODELK	55 923 884	77 651 667	16 394 483	149 970 034
Total	162 776 698	222 073 615	49 627 510	434 477 823

III. Solde final

Tableau 14 : Solde

Projet	SAM	PROSEL	AFAVUCO	PAFEC	PRODEL K	Total
Banque	589 573	1 891 760	2 437 227	102 556	2 777 048	7 798 164
Caisse	6 050	113 745	4 025	136 009	1 262 595	1 522 424
Total trésorerie	595 623	2 005 505	2 441 252	238 565	4 039 643	9 320 588

IV. Situation des exonérations

Tableau 15 : Listes des matériels exonérés

	SAM	PROSEL	AFAVUCO	PAFEC	TOTAL
Véhicule	0	0	0	0	0
Moto	0	0	0	0	0
Autres	0	0	0	0	0
Total	0	0	0	0	0

V. Situation fiscale

Tableau 16 : La situation fiscale

Projet	SAM	PROSEL	AFAVUCO	PAFEC	PRODEL K	TOTAL
Impôts et taxes (ITS et TL)	1 050 415	711 224	1 042 060	946 001	1 197 182	4 946 882
Cotisations (INPS)	2 486 582	1 880 358	3 147 364	2 246 645	3 045 202	12 806 151